

PCF

**Parti
Communiste
Français**

L'Humain d'abord

**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 30 juin au 13 juillet 2014 – n°153**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Front de Gauche : Une attitude « plus fédératrice » pour une « vraie alternative à gauche » Par Sarah Sudre

Les points de vue de Jean-Luc Mélenchon et Pierre Laurent dans les médias

PS en crise, écologistes divisés, la gauche est à la dérive. Le moment clé pour le Front-de-gauche de rebondir, après la débâcle des résultats de la gauche aux municipales et aux européennes, pour une « vraie alternative à gauche », en adoptant une attitude « plus fédératrice » selon Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche. Une convergence des forces de gauche également défendue par Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, au micro de RFI ce matin (lundi 23).

Alstom, cheminots, intermittents, fonctionnaires, retraités, crise au Parti socialiste... Le pays "est en voie de dislocation : politiquement, socialement et moralement", dénonçait Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche et député européen, au micro de France Inter dans « Tous politique », dimanche soir.

Quant à Pierre Laurent, secrétaire national du PCF et sénateur, il déplorait, ce matin au micro de RFI, que le gouvernement ait pris la décision d'investir dans seulement 20% du capital d'Alstom, au lieu de nationaliser totalement le fleuron français.

Revenant sur le devant de la scène politique, après avoir analysé les résultats du Front de gauche aux dernières élections, la tête de liste du Front de gauche aux élections présidentielles de 2012, compte bien corriger « nos erreurs » en annonçant au micro de France Inter, qu'il doit se placer dorénavant dans une « une position plus fédératrice que je ne le fais à présent ». Une volonté approuvée par Pierre Laurent, autre chef de file au Front de Gauche qui souhaite « fédérer la gauche non gouvernementale autour d'un projet ».

Une reconstruction de la gauche, prenant ainsi la forme d'un « impératif », « autour d'un projet commun et non d'une personne », précise le sénateur communiste sur RFI qui souhaite un élargissement du Front. Cet horizon politique, ouvert notamment aux écologistes et "frondeurs" déçus du socialisme français, était déjà défendu par Jean-Luc Mélenchon, la veille sur France Inter, lui, qui a tenu à ne pas se positionner en tant que leader du Front de Gauche. Il a d'ailleurs encouragé « Cécile Duflot à continuer de marquer ses distances avec gouvernement ».

L'objectif final ? « Construire des convergences entre toutes les forces de gauche qui ne se reconnaissent pas dans la politique gouvernementale pour construire une majorité alternative de gauche », conclut Pierre Laurent sur RFI. Un essai à transformer, en « votant de façon majoritaire contre le projet de loi de finances de la sécurité sociale rectificative (PLFSSR) », argue Jean-Luc Mélenchon.

SOMMAIRE

P1 **Edito - Sommaire**

P2 **Agenda** ; Huma Dimanche du 26 juin ; Compte-rendu du rassemblement du Collectif Roms lors du conseil municipal de la mairie de Meythet

P3 Le Pacte de Responsabilité carbonisé par les prévisions du Ministère des Finances ; Abandon des ABCD de l'égalité : « un coup terrible porté à la lutte contre toutes les discriminations » ; Spot publicitaire de la SNCF : une insupportable provocation ; Arrestations, violences, assassinats: la réponse d'Israël à l'unité retrouvée des Palestiniens

P4 Impunité des multinationales : le PCF salue une première avancée ; Parlement européen : le FN inutile aux Français ; Réductions des dépenses de santé: chaque repli de la Sécurité Sociale est une victoire pour les assureurs privés ; Interdiction des drapeaux étrangers à Nice: Estrosi: victime d'un coup de chaleur ?

P5 **Valls-Hollande, ça suffit ! Convergence des luttes et des espoirs**

P6 Notre avenir ne se brade pas, mobilisons-nous ! ; Pétition pour un état Palestinien: faire entendre la voix de la Paix ! ; à voir sur l'Internet

P7 Poitiers : victoire des étudiants contre l'austérité ! ; Tirage au sort en Science politique : l'avenir des étudiants pris en otage ; Adoption de la loi stages : des avancées qui en appellent d'autres ; La Fête de l'Humanité 2014, c'est parti !

P8 La « cour des comptes », c'est le tribunal pour l'austérité

P9 Des nouvelles de Marie-Christine Vergiat, notre députée européenne

P10 En route pour un nouveau mandat ; pétition en ligne

P10-11 Débat à la région sur le projet de loi relatif à la réforme ferroviaire et ses conséquences sur le transport régional

P12 TER : plan d'actions « services aux voyageurs » ; Grève de la faim des prisonniers palestiniens: la France doit Sortir de son silence ; Aidons l'Huma !

Agenda

Lundi 30 juin 17H30 réunion Collectif Roms

Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Chaque mardi de 17h à 21h - Rue du Travail à Annecy
Rencontres sur le terrain des Incroyables Comestibles : visite du jardin, apéritif dans le salon d'extérieur, projection de films. Échangeons sur nos points de vue et sur nos vies !

Mardi 1er juillet Assemblée Générale des Amis de la Terre 74
foyer du Vernay 23 avenue Germain Perréard Cran-Gevrier

Mercredi 2 juillet 19H repaire là-bas si j'y suis Le Dersim
Meythet

Un débat au Repaire sur le Commun (et non sur le livre de
Dardot et Laval) ?

Et alors, pourquoi pas ?

Pourquoi s'interdire de discuter, de découvrir, de
comprendre ?

Pourquoi cette frilosité et ce manque de curiosité pour un
sujet qui peut sembler pour certains loin des préoccupations
quotidiennes ?

D'ailleurs, pensez-vous vraiment que le Commun soit si loin
de notre vie ?

Si je vous parle de l'eau, de l'air, de l'énergie, de la forêt, des
plantes, de l'école, des transports... Cela ne vous concerne
pas ? Il est vrai que le commun c'est peut-être un peu plus
compliqué que cela (en tout cas selon P. Dardot et C. Laval).

A tous ceux qui se déclarent incompetents, je leur dis qu'ils se
sous-estiment. Si nous savons ce que nous ne voulons pas,
nous sommes aussi dans l'obligation de réfléchir pour
construire notre avenir.

A tous ceux qui pensent que les intellectuels n'apportent rien,
que les débats théoriques ne sont que foutaises, je leur dis
que pour rassembler et être entendu il faut mener la bataille
des idées.

La réflexion n'a jamais empêché l'action. L'action quand elle
est réfléchie conduit souvent à la victoire.

Nous vous attendons nombreuses et nombreux, motivés,
curieux, impatients pour débattre, échanger, frotter nos idées
afin que l'espoir jaillisse. Salutations fraternelles.

Pour découvrir, en avant première, les thèses de Pierre Dardot
et Christian Laval (qui serviront uniquement de repère
regardez la vidéo en cliquant sur lien suivant :

<http://www.editionsladeouverte.fr/catalogue/index-Commun-9782707169389.html>

Vendredi 4 juillet 19:45-22:00 Projection du film « L'Homme
après l'homme » sur Satprem suivi d'une conférence d'Alain
Cornély sur « L'Homme qui vient » et d'un échange entre les
participants. Introduction au stage « La transition avec le
corps qu'on a » Séance gratuite mais places limitées à 10
donc Inscription obligatoire sur transitioncitoyennesnoz.org

4, 5 et 6 juillet à LYON. Parc de la Tête d'Or : Dialogues en
humanité Pour réussir le 21ème siècle...construisons les
alternatives à la peur, à la violence et à la guerre ! Explorons
comment des nations entières passent de la paix à la guerre ?
Comment elles passent de la guerre à la paix ?

<http://dialoguesenhumanite.org>

5-6 juillet Festival jeune public BURDIBULLES en Vallée Verte
à Burdiguin

Jeudi 10 Juin Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Vendredi 11 juillet 18h : invitation rencontre groupe
démocratie (collectif transition citoyenne)



Compte-rendu du rassemblement du Collectif Roms lors du conseil municipal de la mairie de Meythet (24 juin 2014)

Dix-huit personnes se sont rassemblées pour une demande de
RDV auprès de Mme le maire. Ce RDV était motivé par le fait
qu'aucune proposition d'hébergement n'a été faite par la mairie
dite « socialiste » pour les Roms expulsés le 25 avril 2014.



Lors du conseil, à la levée des pancartes par le Collectif, Mme
le maire nous intime l'ordre de les baisser : elle fera appel aux
forces de l'ordre pour nous faire évacuer. Le collectif ne plie
pas, la séance est suspendue. Le directeur de cabinet nous
propose de prendre un RDV si nous sortons avec lui mais nous
souhaitons le faire directement avec Mme le maire. Celle-ci
refuse, son carnet de RDV étant chargé. Elle affirme être prête
à nous recevoir, nous invite à prendre RDV avec le directeur de
cabinet et nous prie de quitter la salle.

Ce dernier, à notre sortie, reste dans la salle du conseil malgré
ses paroles. Alors que nous essayons de le lui faire constater,
les forces de l'ordre interviennent, bloquent l'entrée de la salle
et nous accompagnent vers la sortie nous menaçant de nous
emmener au poste pour trouble à l'ordre public. Le Collectif
téléphonerait au directeur de cabinet pour tenter d'avoir ce RDV.
Affaire à suivre...

Le Pacte de Responsabilité carbonisé par les prévisions du Ministère des Finances

Le pacte de responsabilité et sa traduction concrète en terme de saignée pour la dépense publique sera discuté aujourd'hui à l'Assemblée nationale avec le projet de loi de finances rectificatif 2014.

Dénoncé par un très grand nombre d'élus de gauche, de toutes les sensibilités de la gauche, pour son injustice autant que son inefficacité, c'est désormais l'objectif même de ce Pacte qui est carbonisé par les prévisions du Ministère des Finances qui n'a pourtant pas la réputation d'être un nid de "frondeurs".

Le rapport de Valérie Rabault sur le projet de loi de finances rectificative révèle les calculs de la Direction du Trésor. Certes, le Pacte aurait « pour effet de rehausser l'activité de 0,6 point à l'horizon 2017 et de créer 190 000 emplois ». Mais la réduction des dépenses publiques qui le financera aura « un impact récessif sur la croissance de 0,7 % par an en moyenne entre 2015 et 2017 » et mènera à « la suppression de 250 000 emplois à l'horizon 2017 ».

Que Manuel Valls fasse la soustraction : le solde est négatif. Le Pacte de Responsabilité détruira finalement 60.000 emplois. Beaucoup plus en réalité, tant les objectifs de créations d'emplois sont un marché de dupes avec le Medef.

5 millions de chômeurs : la plus terrible des défaites (Olivier Dartigolles) porte parole du PCF

Après l'aveu de la rapporteure générale du Budget quant aux effets récessifs provoqués par le pacte de responsabilité, après la note de conjoncture plus que défavorable de l'Insee pour l'année 2014, les chiffres du chômage sonnent comme le glas de tout espoir d'amélioration économique sous la politique menée par le gouvernement.

C'est la plus terrible des défaites, car elle avait été présentée comme la reine des batailles, comme le premier indicateur du redressement du pays. François Hollande en avait fait un challenge personnel : c'est un échec cuisant.

Nous ne sommes plus dans des prévisions et des exercices macro-économiques mais bel et bien dans la terrible réalité de vies brisées par la perte d'un emploi, pour le salarié et sa famille. Depuis le 1er janvier, c'est plus de 500 nouveaux chômeurs chaque jour

La France vient de dépasser le seuil des 5 millions de chômeurs. Manuel Valls a tout à fait raison quand il dit qu'il n'y a aucune fatalité à cela : il y a par contre des responsables. Et surtout, des victimes : comme tous les peuples en Europe, les Français sont matraqués par une austérité qui interdit toute relance économique et qui provoque détresse sociale et désespérance.

Abandon des ABCD de l'égalité : « un coup terrible porté à la lutte contre toutes les discriminations »

Benoît Hamon a annoncé l'abandon de l'ABCD de l'égalité, ce dispositif expérimental chargé de transmettre des valeurs d'égalité et de respect entre les filles et les garçons, et de combattre les stéréotypes de genre. Face à une coalition la plus réactionnaire possible, le gouvernement a capitulé en rase campagne. C'est un coup terrible porté à l'égalité, à la lutte contre toutes les discriminations que vient d'asséner le gouvernement qui va conforter et légitimer les discours obscurantistes qui prolifèrent.

Cette reculade est piteuse et indigne de la gauche.

Quand un gouvernement, élu sur une promesse de changement, renonce à ce point à des réformes progressistes; quand il brutalise les cheminots et les intermittents et cajole les franges les plus réactionnaires de la société; au final, il livre un abécédaire de la trahison et de l'indignité.

Spot publicitaire de la SNCF : une insupportable provocation

Alors que le texte de la réforme ferroviaire a été adopté mardi 24 juin dernier à l'Assemblée Nationale, la direction de la SNCF estime de bon ton d'avoir recours à la provocation et au mépris.

Un spot publicitaire diffusé à la télévision depuis hier présente, sur un ton surjoué, les « regrets » de la SNCF face au « moments pénibles » vécus par les usagers lors des mouvements de grève. La direction assure avoir « tout mis en œuvre » pour soulager des voyageurs quasi-martyrs, à qui l'on distribue des bouteilles d'eau, dans une mise en scène digne d'une opération de secours humanitaire.

Il s'agit là d'une insupportable hypocrisie. En rejetant la responsabilité des perturbations sur les cheminots, qui n'ont fait qu'exercer le droit de grève que leur garantit la Constitution, la direction de la SNCF cherche à se donner bonne conscience. Le conflit n'aurait-il pas été évitable si elle avait accepté d'écouter les revendications et les propositions portées par les syndicats ?

Pire encore, ce spot publicitaire cherche une fois de plus, comme l'a cyniquement fait le gouvernement ces derniers jours, à monter les Français les uns contre les autres. Faussement compatissante, la direction de la SNCF en est réduite à pointer du doigt ses propres salariés.

Ce sont pourtant ceux-là même qui contribuent chaque jour à faire vivre l'entreprise, à assurer le transport de millions de personnes au quotidien et qui se battent contre le démantèlement et la mise en concurrence de leur groupe, dans l'intérêt de tous les Français

Arrestations, violences, assassinats: la réponse d'Israël à l'unité retrouvée des Palestiniens

La disparition, mystérieuse et non revendiquée de 3 jeunes colons dans une zone sous contrôle israélien est prétexte à un déferlement de violences dans les territoires occupés et à Gaza, alors même qu'aucune preuve n'est avancée de l'implication du Hamas.

L'opération militaire de grande envergure se traduit par des bombardements sur Gaza faisant de nombreux blessés dont des enfants, et de nombreux dégâts (maisons et écoles détruites, bouclage de la Cisjordanie avec des centaines d'arrestations, répression envers les civils avec saccages et destruction de biens et de locaux et assassinat de 6 personnes). Tout ceci s'apparente à une punition collective considérée par le droit international comme crime de guerre.

Pour l'heure, il n'y a encore eu aucune réaction de la communauté internationale: un silence complice qui s'ajoute à celui sur le sort des prisonniers en détention administrative en grève de la faim, ainsi qu'à la nomination scandaleuse et provocatrice d'Amohai vice-président de la Quatrième Commission de l'Assemblée générale des Nations unies chargée des questions politiques spéciales et de la décolonisation.

La France ne peut rester muette et passive devant de telles agressions criminelles de la part du pouvoir israélien. Les autorités françaises doivent condamner sans équivoque les actions de répression conduites sous la responsabilité du gouvernement Nétanyaou, et exiger qu'il y soit mis un terme.

La France doit également apporter son soutien à la demande de saisie du Conseil de Sécurité, formulée par les Palestiniens.

Le Parti Communiste Français renouvelle son soutien et sa solidarité au peuple palestinien, et prendra toute sa part pour exiger que soit mis un terme aux interventions militaires israéliennes. Il appelle également au rassemblement organisé par le Collectif National pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens le vendredi 27 juin à 18 heures, place de l'Opéra.

Impunité des multinationales : le PCF salue une première avancée

Le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU s'est prononcé jeudi 26 juin 2014 en faveur d'un projet de résolution ouvrant la voie à la définition de normes contraignantes pour les entreprises multinationales en matière de droits humains.

Au moment où les forces du capital essaient d'imposer aux peuples et aux États leurs volontés à travers le Traité transatlantique et le TISA cette décision est une bonne nouvelle.

Elle reste maintenant à concrétiser lors du groupe de travail intergouvernemental qui devrait être créé d'ici 2015. Une course de vitesse est engagée car les multinationales sont prêtes à tout pour garder leur impunité. L'exemple du bras de fer judiciaire autour de la grave pollution pétrolière par Chevron-Texaco en Équateur le montre.

Le PCF condamne la position des représentants français qui, comme leurs collègues allemands et américains notamment, ont voté contre la résolution du Conseil des droits de l'Homme. Ils s'opposent ainsi à une volonté de réguler et contrôler les impacts des multinationales sur les droits humains et d'assurer l'accès à la justice pour les victimes de leurs activités. Il serait intéressant que ces représentants explicitent les raisons de leur opposition.

Parmi les impacts négatifs sur les droits humains figure aussi le rôle des multinationales dans la déstabilisation des États et le déclenchement des conflits, notamment en Afrique. Cet aspect mériterait à lui seul la mise en place d'une commission d'enquête internationale sous l'égide des Nations unies comme le propose le PCF depuis 2003.

L'ONU peut et doit sans plus attendre nommer des groupes d'experts chargés d'enquêter sur ce phénomène et plus généralement sur tous les impacts des activités des multinationales sur les droits humains comme elle l'avait fait notamment au début des années 2000 pour la RDC et le Libéria avec alors l'appui de la France !

Le droit international et les institutions dans lesquelles il s'incarne doivent être modifiés en vue de tenir compte des agissements des multinationales. Une réforme démocratique et progressiste des textes fondateurs de la Cour pénale internationale (CPI) est urgente si on ne veut pas qu'elle se discrédite davantage auprès d'une très grande partie de l'humanité.

Parlement européen : le FN inutile aux Français

Le Front National, qui claironnait le contraire tout au long de la campagne des européennes, vient d'échouer à constituer un groupe au Parlement européen. Si l'opération de banalisation du FN a malheureusement fonctionné lors du scrutin européen en France, l'opération séduction de Marine Le Pen a rencontré des résistances dans le Parlement européen.

Elle aura pourtant tout essayé, avec ses partenaires xénophobes et ultralibéraux pour débaucher partis et non-inscrits. Tous les dangers ne sont pas écartés car c'est le souverainiste anglais Nigel Farage qui rafle la mise chez les eurosceptiques et qui réussit à constituer un groupe, grâce à une dissidente FN... Mais la leçon à tirer est que le FN est inutile. Inutile pour ceux qui croyaient se faire entendre en Europe en votant FN, inutile pour protéger les travailleurs, inutile pour notre pays et notre peuple.

En revanche, les Français pourront compter sur une voix solidaire et progressiste, celle d'un groupe de la Gauche unie européenne – Gauche verte nordique avec 52 eurodéputés ; un groupe renforcé, paritaire, plus divers et déterminé à combattre aux côtés des salariés contre l'Europe libérale et pour une Europe au service des peuples et des travailleurs.

Réductions des dépenses de santé: chaque repli de la Sécurité Sociale est une victoire pour les assureurs privés

Depuis quelques jours, des pistes de « réductions de dépenses de santé » sont savamment distillées au grand public par le gouvernement : une journée d'hospitalisation en moins lors des accouchements, la moitié des interventions chirurgicales en « ambulatoire »... .

Ne soyons pas aveugles : il s'agit simplement de transférer au citoyen des dépenses jusque là prises en charge par la sécurité sociale.

En effet, la visite médicale, le suivi d'une jeune mère par une sage-femme à domicile, le changement du pansement, les soins infirmiers post opératoires... tous ces actes feront l'objet de retenues de franchise et de non-remboursement.

Quels choix le patient pourra-t-il dès lors faire ?

Premièrement, payer le surplus engendré par un acte considéré hier comme tout à fait normal et nécessaire, et désigné du jour au lendemain comme superflus, par besoins d'économie.

Deuxièmement, renoncer purement et simplement aux soins, faute de moyens.

Troisièmement, se tourner, lorsqu'il peut se le permettre, vers les fameux « produits complémentaires » des assurances privées.

Dans tous les cas, les Français vont payer de leur poche. Comme désormais à chaque nouveau projet de loi du gouvernement Valls, les grands gagnants sont tout désignés: le monde de la finance et les acteurs assuranciers, pour qui chaque désengagement de la Sécurité Sociale est une aubaine économique, et chaque repli de la solidarité nationale une victoire.

Le PCF défend, à l'opposé de cette politique, une égalité d'accès aux évolutions médicales et techniques, tant au niveau géographique qu'économique.

Un maillage du territoire national beaucoup plus dense peut répondre à ce processus et permettre de ré-ouvrir des activités. Il faut donc le développement du service public hospitalier, si l'on veut conserver une sécurité sociale solidaire.

Interdiction des drapeaux étrangers à Nice: Estrosi: victime d'un coup de chaleur ?

En prenant un arrêté aujourd'hui pour interdire "l'utilisation ostentatoire des drapeaux étrangers dans le centre de la ville de Nice(...) jusqu'à la fin de la Coupe du monde ", le député-maire de Nice cherche une nouvelle fois à faire parler de lui, au risque de se ridiculiser.

Des lois existent dans ce pays et il n'y a pas besoin d'un arrêté du maire de Nice.

En revanche, l'objectif de cet arrêté, comme en février 2013 pour interdire les drapeaux lors des mariages, est de stigmatiser un peu plus une population.

Que cet arrêté soit pris à quelques heures du match Allemagne-Algérie et au lendemain de la déclaration de la dirigeante du FN demandant l'interdiction de la double nationalité ne doit rien au hasard.

Comme à son habitude, Christian Estrosi se précipite pour «agir» afin de ne pas laisser à la famille Le Pen le monopole de la xénophobie.

Une énième décision prise dans une précipitation, récurrente chez C. Estrosi. Et au caractère xénophobe s'ajoute aussi le ridicule pour une ville qui s'apprête à accueillir en 2016 plusieurs matchs de la coupe d'Europe. Va-t-on interdire à cette occasion l'utilisation « ostentatoire des drapeaux étrangers » ?

VALLS/HOLLANDE ÇA SUFFIT

CONVERGENCES DES LUTTES

ET DES ESPOIRS

Intermittents, ouvriers d'Alstom, cheminots, postiers, hospitaliers, chercheurs... les mouvements sociaux qui ont occupé et occupent le devant de la scène témoignent d'une demande forte de réformes de progrès dans le pays. Ils disent chacun que l'austérité c'est le problème, pas la solution. **Le gouvernement passe son temps à stigmatiser les grévistes et plus généralement ceux et celles qui n'auraient pas compris que « sa politique est la seule possible ».** Il cherche à diviser et opposer les Françaises et les Français. En vérité, ce sont Hollande et Valls qui sont isolés. Leur politique d'austérité, de mise en concurrence et de libéralisation n'est pas acceptée par une majorité, singulièrement celle qui a voulu et souhaité le changement en 2012.

De plus en plus nombreux, même au sein du parti socialiste et chez les écologistes, l'idée s'affirme que la politique de Valls et Hollande nous enferme dans une dépression économique, sociale et démocratique. Hollande dit : la courbe du chômage s'inverse et tous nous voyons nos vies se dégrader. **Un mensonge permanent est asséné sur le coût du travail.** Salaires, pensions, pouvoir d'achat... sont grignotés. Nous sommes devenus un pays de travailleurs pauvres ou en crainte de l'être. Le coût du capital est camouflé. Le rendement de l'impôt sur les grandes fortunes est supérieur aux prévisions ; les fraudeurs fiscaux qui se régularisent sans pénalités montrent combien de dizaines de milliards nous échappent chaque année ; la bourse bat des records et les cadeaux

aux patrons continuent avec le fameux pacte de responsabilité. Valls dit la gauche peut mourir et c'est sa politique qui la tue en tournant le dos aux promesses et à ce que la gauche veut dire.

Avec tous ceux et celles qui cherchent, à gauche, une autre voie que l'austérité, il y aura naturellement des débats sur les solutions. **Mais ce qui est nouveau, c'est que la discussion existe, dans les luttes, avec les salariés et les syndicalistes, avec tous ceux et toutes celles, responsables associatifs, écologistes, socialistes, Front de gauche, abstentionnistes...** pour chercher ensemble une issue. Il faut ouvrir en grand ce dialogue en lien avec les luttes, avec toutes les forces vives de la société, avec tous ceux et celles qui expriment les urgences populaires.

INTERMITTENTS LES RAISONS DE LA GRÈVE

Le Medef et des syndicats minoritaires prétendent réduire le déficit de l'assurance chômage en s'attaquant aux annexes des artistes et techniciens du spectacle. En fait, il s'agit de préserver l'intérêt des grandes entreprises de médias qui utilisent ce régime, de réduire les prestations des intermittents les plus précaires, de fragiliser les structures les plus fragiles et de chasser encore par la même occasion quelques milliers du métier. C'est au gouvernement de dire s'il est d'accord ou non avec cela en l'approuvant ou en le rejetant. Quand il était maire de Dijon, François Rebsamen disait qu'en aucun cas cet accord n'était signable. Devenu Ministre du Travail de Valls, ce n'est plus le cas. Avec ce gouvernement, c'est bis repetita, les promesses ne sont pas faites pour être tenues sauf les deals passés avec le Medef. Pourtant toutes les principales organisations professionnelles ont élaboré une réforme alternative ignorée par le patronat et le gouvernement. Les artistes et techniciens du spectacle exigent leurs droits. Ils ont raison et doivent être écoutés. Pas de véritable politique de gauche sans ambition pour l'art et la culture, ni protection sociale des salariés et précaires.



Malgré la double débâcle électorale, le gouvernement continue dans la fuite en avant de l'austérité auquel s'ajoute le mépris.

La réforme ferroviaire vient d'être adoptée en première lecture à l'assemblée nationale après une campagne mensongère à l'égard des travailleurs de la SNCF. La privatisation du service de transport est désormais bien avancée malgré quelques avancées obtenues par les députés communistes du Front de gauche sur le caractère public de la SNCF.

L'égalité territoriale, la qualité de transport sont clairement menacés. Alors que le gouvernement s'enquerrait des jeunes bacheliers, c'est notre génération qui va subir désormais la précarité de l'emploi dans les entreprises de transport, les difficultés matérielles pour se déplacer.

Mais ce gouvernement semble bien décider à brader notre avenir. En plus de brader les services publics, il fait de même avec l'outil industriel. Malgré un volontarisme affiché par le ministre de l'économie Arnaud Montebourg, la participation de l'État au capital d'Alstom ne doit pas faire oublier l'absence de stratégie d'avenir de ce gouvernement.

Quid des emplois, des filières d'enseignement professionnel, de la recherche pour répondre aux besoins écologiques et sociaux de notre époque ? Le ministre continuera de fanfaronner sur une participation étatique qui fait la part belle aux grandes compagnies comme Bouygues, grande bénéficiaire de ce bradage, sans aucune garantie.

Le pacte de responsabilité va engranger également de grandes menaces pour notre génération. Avec des coupes budgétaires dans les universités, la sécurité sociale ou les services publics locaux, notre génération va continuer à s'enfoncer dans la pauvreté. Mesures non seulement injustes mais également inefficaces comme le déclare la rapporteuse du budget Valérie Rabault, parlant de 250 000 emplois menacés ! Ce gouvernement n'a décidément pas entendu le message de rejet et dégoût des dernières semaines.

Alors qu'approche la conférence sociale, dont le volet jeunesse constituera un moment important, les jeunes communistes appellent à se mobiliser aux côtés des syndicats de salariés ce jeudi 26 juin. Alors que la loi sur l'encadrement des stages reste incertaine sur ses contenus, que le ministre de l'éducation nationale appelle les entreprises à faire du soutien scolaire, les jeunes communistes veulent de vraies mesures de ruptures avec 30 ans de politiques d'exception et de précarisation des jeunes.

Parce que la priorité jeunesse ne peut pas attendre, faisons entendre notre message d'espoir et d'avenir !

Pétition pour un état Palestinien: faire entendre la voix de la Paix !

Les tournois de football battent leur plein à Saint-Étienne, Brest, Rennes, Villetaneuse ou Trappes pour dénoncer la situation des sportifs palestiniens et la situation en Palestine de manière générale.

Ces tournois sont également l'occasion de faire signer notre pétition pour la reconnaissance de l'État Palestinien. Cet appel a pour but de rendre encore plus évident ce qu'il l'est pourtant déjà.

Voilà maintenant plus de 60 ans que la Palestine est occupée illégalement par l'État israélien.

Après de nombreuses attaques perpétrées à l'encontre de la population palestinienne et empêchant toute construction du pays de se réaliser, la Palestine a été reçue en tant que membre observateur à l'ONU en 2012, faisant un pas de plus vers la reconnaissance sur la scène internationale de ses institutions et de ses frontières. L'année 2014 a été déclarée année de solidarité avec la Palestine par l'ONU.

Le conflit n'est cependant pas terminé ; bien au contraire. Hors moments de guerre ouverte, Israël entrave tous les jours la souveraineté du peuple palestinien ainsi que l'autorité de ses dirigeants. À l'instar de Marwan Barghouti, député du Fatah et figure nationale, faisant consensus au sein des partis politiques palestiniens, Israël emprisonne tous ceux qui résistent et sont porteurs d'une solution juste et pacifique basée sur deux États dans les frontières de 1967.

Pour la libération des prisonniers politiques, la fin du mur et des checkpoints et la souveraineté du peuple palestinien, nous pensons qu'il est important que la France fasse le choix de reconnaître l'État Palestinien maintenant et de manière unilatérale.

Un état palestinien est nécessaire maintenant car depuis les années soixante Israël n'a cessé de coloniser rendant petit à petit impossible la constitution d'un état palestinien ! La Cisjordanie ressemble aujourd'hui à un gruyère et n'est pas rattaché à Gaza. Régulièrement le gouvernement israélien annonce de nouvelles constructions de logements mettant à mal la continuité géographique palestinienne. Un état maintenant mettrait fin à tout cela !

La France doit reconnaître l'état palestinien maintenant et entraîné dans son sillage un maximum de pays, notamment européen, afin de forcer les institutions internationales et Israël d'en faire autant !

Le Mouvement Jeunes Communistes de France a pour objectif de faire remplir cette pétition par 30.000 personnes et de la déposer le 28 novembre prochain au Ministère des Affaires Étrangères pour que Laurent Fabius, François Hollande et toute la classe politique sachent que la jeunesse de France ne lâchera pas l'affaire tant qu'il n'y aura pas une paix juste et durable en Palestine !

Notre site (<http://www.jeunes-communistes.org/>) présente une série de personnalités et de citoyens qui ont déjà signé cet appel.

Vous aussi, signez la pétition pour faire entendre la voix de la paix ! <http://www.etatpalestinien.fr/>

A lire

L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"

Économie & Politique

Dossier coût du capital

APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



A voir sur l'internet

Pierre Laurent était l'invité de la matinale RFI lundi 23 juin http://touch.dailymotion.com/video/x202bvb_pierre-laurent-secretaire-national-du-parti-communiste-francais_news

Explication de vote d'André Chassaigne (PCF-FDG) au nom des députés Front de Gauche sur le projet de loi portant réforme ferroviaire, le 24 juin 2014.

http://www.dailymotion.com/video/x206j54_reforme-ferroviaire-explication-de-vote-d-a-chassaigne-au-nom-des-depute-e-s-front-de-gauche_webcam

Vidéo rétrospective de la Fête de l'Humanité... <http://fb.me/ZAjbTKw2>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent. <http://tumblr.co/ZYDRUwkdK66>

Poitiers : victoire des étudiants contre l'austérité !

L'Université de Poitiers, comme l'ensemble des autres universités en France, est touchée par des coupes budgétaires s'inscrivant dans une logique gestionnaire et comptable, et ce, au détriment de la qualité de nos formations et de la réussite des étudiants.

Le conseil d'administration et les conseils d'UFR de l'université de Poitiers ont en effet dû voter des mesures d'austérité, et ce, par un scandaleux chantage, en faisant planer la menace d'une mise sous tutelle se traduisant par des coupes drastiques et aléatoires en cas de refus de baisse de l'offre de formation de 5 % pour chaque UFR.

L'Union des Étudiants Communistes de Poitiers, suite à ces annonces, a depuis la rentrée mobilisé les étudiants pour protester contre la casse de l'Université et pour réclamer de nouveaux moyens. Cette mobilisation a permis au sein de l'UFR de Sciences Humaines et Arts de prendre à contre-pied la direction universitaire, en refusant de se saborder soi-même, et a refusé la baisse de ces 5 %.

C'est donc une petite victoire, dû notamment à l'UEC et aux associations étudiantes, qui à travers leur mobilisation, ont refusé de céder à la menace de la tutelle, et ont réclamé une réorientation de la politique universitaire.

Les étudiants de l'UFR de Sciences Humaines et Arts se sont ainsi associés aux personnels enseignants et non-enseignants dans cette lutte contre l'austérité, et appellent les autres UFR de l'Université de Poitiers à rediscuter et entrer dans une nouvelle logique : celle de la résistance, en imitant ce qu'il se passe en Sciences Humaines et Arts. La mobilisation continue à la rentrée contre l'austérité budgétaire et pour la réussite des étudiants.

Union des Étudiants Communistes de Poitiers

Tirage au sort en Science politique : l'avenir des étudiants pris en otage

Cette semaine dans l'Humanité, les associations d'enseignants en science politique se rebiffent. Et pour cause : cette année 10 000 bacheliers ont opté sur Admission Post Bac pour une licence de science politique, une formation pluridisciplinaire assez attractive proposée par une quinzaine d'universités en France. Or, plusieurs de ces facultés, étranglées financièrement, viennent de demander aux rectorats de procéder à des tirages au sort faute de « capacités d'accueil suffisantes ».

Les étudiants communistes condamnent fermement ce genre d'opérations.

Comment peut-on ainsi miser à la roulette russe les trois prochaines années et in fine, le diplôme et la carrière de milliers de jeunes ? Et pourquoi empêcher la réalisation de tous ces projets professionnels ? Ils seront pourtant utiles au pays, dans les domaines de l'administration, de la communication ou de l'action publique. Pour faire réussir le pays, n'empêchons pas sa jeunesse d'étudier !

Le gouvernement et son budget en baisse de 120 millions pour l'enseignement supérieur nous poussent donc sciemment vers l'échec.

Pourtant, les solutions pour financer correctement nos filières existent : prélevons donc les 6 milliards d'euros engloutis par le Crédit Impôt Recherche, subvention pharaonique et inutile à la recherche privée, et concentrons les dans le service public d'enseignement supérieur, pour la qualité des études et des diplômes.

L'année dernière, les étudiants toulousains avaient déjà réussi avec l'UEC à annuler le tirage au sort prévu à Paul Sabatier. Avec notre nouvelle campagne « A la fac pour réussir », l'objectif est évidemment le même : barrer la route à toute coupe budgétaire, à toute mesure de régression afin de permettre à chaque étudiant-e, en science politique comme ailleurs, de réussir.

Adoption de la loi stages : des avancées qui en appellent d'autres (UEC) Vendredi 27 Juin 2014

Le Parlement français a adopté définitivement, jeudi 26 juin, la proposition de loi « tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires ». Dans un communiqué, l'Union des étudiants communistes (UEC) appelle à poursuivre la bataille contre l'austérité, pour la réussite des étudiants

Une victoire pour les étudiants

Même si la bataille pour la reconnaissance des droits des stagiaires est loin d'être terminée, l'UEC se félicite de l'adoption définitive de la proposition de « loi stages ».

Depuis un an, nous menons une bataille pour des diplômés et une insertion professionnelle de qualité.

Plus de 27 000 étudiants se sont mobilisés en signant notre pétition. L'obtention de cette loi prouve que, malgré la pression que le patronat a maintenue jusqu'au bout, les étudiants peuvent faire avancer les choses quand ils se mobilisent.

Hausse de la rémunération : un soulagement

Le statut des stagiaires est notablement renforcé par une augmentation de leur rémunération à 523,26 euros mensuels (+87 €). C'est la principale avancée du texte. L'accès garanti à tous au restaurant d'entreprise et l'obtention de 2,5 jours de congés par mois constituent également des avancées.

Des protections face aux abus

Le travail de l'UEC et des députés communistes et Front de gauche a permis de faire passer un amendement qui étend les compétences de l'inspection du travail au constat et à la sanction d'abus de stages, caractéristiques du travail dissimulé.

Des reculs regrettables

L'UEC regrette toutefois que l'obligation de rémunération n'ait pas pu être avancée à un mois de stage. Les étudiants auraient également eu besoin d'avancées supplémentaires sur la qualité pédagogique des stages, afin que ceux-ci soient utiles aux étudiants, aux structures accueillantes et au progrès social du pays.

Pour la réussite des étudiants, il faut maintenant en finir avec l'austérité

Alors que le débat sur le projet de loi de finance rectificatif (PLFR) vient de s'engager, les étudiants attendent de nouvelles mesures fortes, en rupture avec les politiques d'austérité en cours.

Face à l'échec du court-termisme libéral qui est mené depuis des années, il est temps que l'État se réengage financièrement dans l'enseignement supérieur. Les avancées de la loi stages démontrent qu'il est possible d'aller dans le sens de la réussite des étudiants et du progrès.

Dès les chaînes d'inscription administrative à partir du 7 juillet, l'UEC répondra présent pour continuer cette bataille pour la réussite des étudiants.

La Fête de l'Humanité 2014, c'est parti !



Rendez-vous le 12, 13, 14 septembre 2014 au Parc départemental Georges Valbon à la Courneuve. Avec Bernard Lavilliers, Massive Attack, Scorpions, IAM, Alfa Blondy, Temples, les Ogres de Barback, Ayo, Puggy... Un lieu unique de fête, de musique, de culture, de politique, de convivialité et de rencontres... venez à la Fête de l'Humanité vivre des moments inoubliables.

Achetez déjà vos billets : > BILLETTERIE <

<https://fetehumanite2.fnacspectacles.com/recherche/rechercheRapide.do?search=fete+de+1%27humanite>

Suivez l'actualité de la Fête sur la page Facebook

<https://www.facebook.com/FetedelHumanite>

La « cour des comptes », c'est le tribunal pour l'austérité

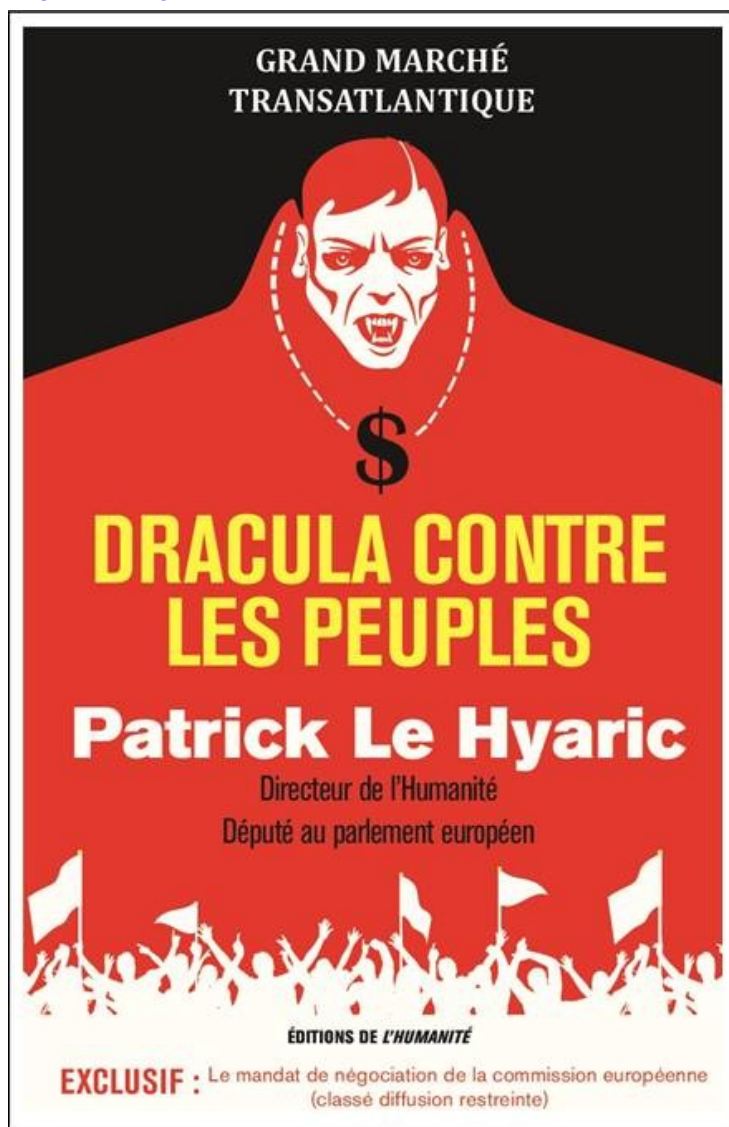
Cela ne se voit peut être pas, mais un deuxième gouvernement sévit en France. Il agit en cachette, totalement à l'abri des regards et des suffrages. Il est présidé par un ancien député socialiste, ancien président de la commission des finances de l'Assemblée nationale M. Didier Migaud : c'est la cour des comptes. Elle sert bien le gouvernement de M Hollande et Valls. Elle le précède même en multipliant les recommandations pour que chacune et chacun d'entre nous se serre toujours plus la ceinture, pour que l'État, les collectivités locales, la sécurité sociale appliquent des choix d'austérité camouflés derrière ce mot passe partout de « rigueur ». Ces gens veulent toujours biaiser, triturer les mots pour camoufler les dures réalités qu'imposent leurs choix antidémocratiques et antisociaux. Ainsi, à la veille d'un vote par le Parlement d'une réduction de crédits publics et sociaux, d'au moins cinquante milliards d'euros prétendument pour réduire les dettes et les déficits publics, alors que la plus grande part ira directement dans les caisses des privilégiés de l'argent, cette « cour des comptes » demande au gouvernement d'aller encore plus loin dans son plan consistant à enlever encore plus d'argent du service du bien commun.

Elle agit comme un appendice de la Commission de Bruxelles. Pourtant au fil de ses saintes recommandations, on apprend que la dette de la France ne cesse d'augmenter puisqu'elle va atteindre désormais 2000 milliards d'euros. Autrement dit, plus on applique l'austérité au nom de la réduction de la dette, plus celle-ci s'accroît. On nous apprend même qu'elle augmentera jusqu'à la fin de l'année prochaine. Quel aveu ! Les purges sociales en cours qui font tant de mal à nos concitoyens ne servent donc pas à améliorer les comptes publics. C'est d'ailleurs ce que disent une multitude d'institutions internationales depuis des semaines. Elles sont forcées de constater ce que nous disons depuis des années : l'austérité est inefficace économiquement tout en étant injuste socialement. Le raisonnement de la cour des comptes devrait donc la conduire à recommander d'en sortir. Pas du tout ! M. Migaud et ses comparses demandent d'aller encore et toujours plus loin. Non content de la proposition du gouvernement de réduire les crédits aux collectivités locales de 11 milliards d'euros, ils demandent de réduire encore les crédits et veulent les contrôler dans le cadre d'une loi « de finances locales ». A ceux qui doutaient du bien-fondé des actions des cheminots M. Migaud apporte une réponse claire : les régions devront demain faire des économies sur « l'offre de transports régionaux de voyageurs et leur politique tarifaire ». En clair, cela veut dire moins de trains régionaux et des prix des billets plus cher. Il préconise aussi de diminuer encore le nombre de services publics et de celles et ceux qui y travaillent. Et il insiste pour que l'on s'attaque à l'hôpital. Selon lui on y reste trop longtemps et il y a trop de lits. Bref les destructeurs sont là à l'œuvre. Leur plan aggravera encore le mal. Moins de services publics c'est l'aggravation des inégalités dans lesquelles étouffe de plus en plus notre pays. Les diminutions de dépenses sociales aboutissent à appauvrir encore plus les couches populaires qui par ailleurs perdent déjà du pouvoir d'achat. Ceci revient donc à diminuer la consommation donc la production et au bout du compte l'emploi. Moins d'activité et moins d'emplois c'est moins de recettes fiscales et moins d'argent dans les caisses de la protection sociale. C'est donc les déficits et les dettes qui augmentent. Les choix actuels sont à l'opposé du mal qu'ils prétendent guérir. Ils l'aggravent. Et ceux qui préconisent ces choix le savent. Mais ils ont décidé en démembrant les secteurs publics de favoriser le privé et sa loi de l'argent-roi. En gelant ou en diminuant les rémunérations du travail ils permettent l'augmentation des profits des grandes entreprises. En refusant un système de crédit public au service de l'investissement et de l'emploi ils engraisent les banques et les fonds financiers. Au bout du compte la crise s'aggrave dangereusement avec son cortège de précarité de vie, de chômage et de pauvreté. C'est cela qu'il faut changer radicalement.

Ce changement n'est possible que par un mouvement unitaire des citoyens puissant face à la coalition de la finance de plus en plus internationalisée, des institutions européennes, de la droite et de l'extrême-droite mais aussi d'un gouvernement qui fait l'exact contraire de ce pourquoi il a été élu. Ce qu'il a raconté autour de « l'inversion de la courbe du chômage », du « retour de la croissance », des « déficits sous contrôle » s'avère être soit des fables, soit de terribles mensonges qui ne cessent de dégoûter nos concitoyens de la chose publique et de la politique. Dans les rangs des parlementaires socialistes et chez les élus et militants, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent contre les choix actuels qui ruinent le pays et affaiblissent la gauche. Souhaitons que cette semaine, les écologistes et les parlementaires du Front de gauche se retrouvent pour refuser le collectif budgétaire soumis au Parlement par le gouvernement. Qu'enfin les citoyens puissent se saisir de « l'autre manière de gouverner » au service du plus grand nombre en faisant la chasse aux 70 milliards d'évasion fiscale, en réinventant une fiscalité progressive au service d'une nouvelle répartition des richesses, en encourageant le travail et non plus le capital, un nouveau type de crédit favorable à la relance. Bref, une politique de gauche dans l'intérêt général.

A lire

Le livre de Patrick Le Hyaric « Grand marché transatlantique : Dracula contre les peuples » aux éditions de l'Humanité. Pour le commander, téléphoner au 01.49.22.72.18





Bonjour à toutes et à tous,

Il y a bien longtemps que je ne vous ai donné quelques nouvelles et notamment pas depuis le résultat des élections européennes (du moins sous cette forme)..

Sans doute, un peu sonnée comme tout le monde mais aussi besoin de réfléchir et de reposer un certain nombre de choses.

Une longue interview que vient de m'accorder le journal Le Temps en Tunisie me donne l'occasion de revenir vers vous

J'y commente les résultats des élections européennes et j'y parle notamment des relations UE/Tunisie, de la dette et d'immigration. Je suis responsable des réponses mais pas totalement des questions qui ont été reformulées par le journaliste après envoi de mon texte. tout ceci bien évidemment n'engage que moi.

<http://www.letemps.com.tn/article/84182/l%E2%80%99invite-du-dimanche-marie-christine-vergiat-d%C3%A9put%C3%A9e-europ%C3%A9enne-du-front-de-gauche>

Une question concernant la démocratie participative a été enlevée par le journaliste qui souhaite l'utiliser pour un papier spécifique. comme elle me semble d'actualité je me permets de vous en mettre le texte ci dessous

Des voix s'élèvent en France pour réclamer d'organiser autrement la participation citoyenne. Quelle est la forme de cette intervention populaire dans la gestion publique que vous préconisez (représentative, participative ou directe) ?

Oui et je fais partie de ces voix à ma place, là où je peux agir, à partir ou grâce notamment à mon expérience associative, et n m'appuyant désormais sur mon expérience européenne, pour contribuer notamment à un renforcement et à un élargissement du Front de Gauche.

Globalement, on constate qu'un nombre croissant de citoyen(ne)s ne se reconnaît plus dans ceux qui les gouvernent et que cela est également vrai aussi pour nombre de militants politiques. Il y a un fossé qui se creuse entre les représentants, les mandataires et ceux qui n'ont pas de fonction. C'est une crise de la démocratie représentative mais pas seulement. Il faut recréer du lien entre les citoyens et leurs représentants dans le cadre d'une démocratie réellement délibérative au sein de laquelle il doit y avoir en permanence des échanges entre les élu(e)s et leurs citoyens, les mandats et ceux qu'ils sont censés représenter.

Je n'aime pas beaucoup le terme de démocratie participative. D'une part, parce qu'il a été trop galvaudé, trop d'élu(e)s et non des moindres, ont fait des simulacres de consultation consistant en la présentation de projets déjà ficelés dans lesquelles les citoyens n'avaient pas leur mot à dire. D'autre part, parce qu'il faut aller plus loin et permettre aux citoyens de participer réellement aux processus non seulement de décision mais aussi d'élaboration des politiques. Ce qui s'est passé en Espagne autour de PODEMOS est de ce point de vue particulièrement intéressant. Ce mouvement est directement issu des Indignados. Son fonctionnement favorise la participation des citoyens. Ils ont élaboré un programme politique réellement participatif reflétant la contribution de milliers de citoyens à partir de dizaines de cercles et d'assemblées populaires.

Et ce qui vaut au moment des élections vaut également pour les partis politiques qui continuent d'avoir des méthodes verticales et descendantes avec des logiques de partis d'avant-garde qui pensent à la place des citoyens, voire des militants, en leur présentant des programmes clés en mains. C'est un signe de défiance vis à vis des citoyens qui, au bout du compte, ne sont pas considérés comme tels, c'est-à-dire ceux et celles qui s'occupent des affaires de la Cité. Ce sont ces logiques là qu'il faut renverser. Cela ne veut pas dire que tout doit disparaître. Je pense au contraire que différentes méthodes, différentes approches peuvent coexister et se renforcer les unes, les autres. On voit bien en France que des chosent bougent, des ponts tentent de se construire entre tous ceux et toutes celles qui considèrent que le gouvernement actuel va droit dans le mur.

De beaux chantiers démocratiques s'ouvrent devant nous. C'est un défi pour toute la Gauche en Europe mais aussi de ce côté-ci de la Méditerranée.

J'en profite pour vous joindre également un petit billet que j'ai fait pour mes ami(e)s du Travailleur alpin où je remercie notamment tous ceux et toutes celles qui ont participé à la campagne. Pour ceux et celles qui en ont été et que je remercie bien sûr, je leur demande de bien vouloir diffuser ce petit message largement autour d'eux. Il dit aussi un peu comment j'envisage ce second mandat. (Voir P10)

Un petit mot aussi sur la GUE/NGL (Gauche unitaire européenne, Gauche verte nordique.

Comme je l'ai dit tout au long de la campagne, et malgré les résultats français, la GUE/NGL sort largement renforcée de ces élections. Nous serons 52 contre 35 auparavant : 26 femmes et 26 hommes et oui, nous serons un groupe paritaire, le seul du parlement européen. ! Bon d'accord, nous ne l'avons pas fait exprès mais cela montre néanmoins la volonté de nos "composantes" de mettre en avant des femmes qui ont souvent été tête de liste. Le groupe sera aussi profondément renouvelé car, sur les 52 membres, il n'y a que 20 député(e)s sortant(e)s. Dans les nouveaux(velles), outre beaucoup de femmes, il y a nombre de jeunes et de représentants de la société civile notamment grâce à nos ami(e)s de SIRIZA, à nos ami(e)s italiens que nous sommes heureux de retrouver, à nos ami(e)s espagnol(e)s (ceux et celles d'Izquierda unida, élargie et désormais Izquierda plural et aux PODEMOS, issu(e)s des Indignados qui ont décidé de siéger eux(elles) aussi avec nous. Cette diversité va être un nouveau défi mais surtout une chance, je n'en doute pas même si les débuts ne seront sans doute pas de tout repos.

Enfin, je me permets de vous signaler un article d'Éric Fassin paru en mai dernier qui m'a beaucoup marquée et qui me paraît particulièrement applicable à certains des combats que je mène (dont beaucoup avec ceux et celles qui sont dans cette petite liste de diffusion) et que je suis plus que jamais décidée à porter notamment au Parlement européen. Je pense bien sûr à l'immigration mais aussi plus largement au regard sur l'autre (femmes, Roms, migrants ou étranger, ceux et celles qui vivent ici mais aussi de l'autre côté de la Méditerranée). Bref, les thématiques que j'ai développées dans mon petit bouquin : "Pour une Europe de l'égalité et de la citoyenneté" <http://www.editions-arcane17.net/?q=node/98> <http://www.regards.fr/web/eric-fassin-il-faut-peser-plus-que,7707>

Bonne lecture et comme d'habitude, n'hésitez pas à me faire part de vos réactions, vous savez du moins pour ceux et celles qui ont la gentillesse de le faire combien c'est important pour moi.

Bien amicalement

En route pour un nouveau mandat

Marie-Christine Vergiat, notre députée européenne

Je tiens tout d'abord à remercier tous ceux et toutes celles qui m'ont soutenue au cours de cette campagne difficile.

J'avoue qu'au soir des résultats, au-delà du coup de massue provoqué par le résultat du Front national, j'étais un peu amère et surtout très en colère.

Cette campagne a été courte, trop courte mais nous avons fait une belle campagne et nous avons quasiment été les seuls à le faire

Le PS et l'UMP sont lourdement sanctionnés. La claque donnée au premier ne devant pas faire oublier que c'est l'UMP qui perd le plus grand nombre de sièges (-9) et ceci est tout aussi vrai pour le PPE (Parti populaire européen).

Ces deux partis ont escamoté tout débat sur les enjeux européens, se renvoyant l'un sur l'autre la responsabilité de la situation économique et sociale dramatique dans laquelle sont plongés nos concitoyens. "L'Europe est à droite", osait dire le PS. "Votez contre Hollande" rétorquait l'UMP. Alors qu'en réalité, ils cogèrent, avec les Libéraux, les institutions depuis l'origine de la construction européenne.

Je comprends la colère sourde que révèle notamment l'abstention des électeurs de gauche. Nous n'avons pas su leur parler.

Le discours simpliste, nostalgique, appelant au repli national du FN a fait des ravages.

Nous devons nous ressaisir et repartir au combat en prenant exemple notamment sur nos amis de Syriza ou de la Gauche plurielle en Espagne. J'avoue que mon arrivée à Bruxelles dans la salle de réunion de la Gauche unitaire européenne/ Gauche verte nordique m'a fait chaud au cœur. Que de têtes nouvelles ! Notre effectif n'est pas encore définitif mais nous devrions être une cinquantaine, soit 15 député(e)s de plus que sous la précédente mandature. Et parmi les nouveaux député(e)s, beaucoup de femmes, de jeunes, de militants associatifs et de syndicalistes.

Bref de l'énergie pure pour repartir au combat.

Et nous allons avoir du travail. Nous devons tant affronter les forces ultra-libérales et promouvoir une Europe de justice sociale et de progrès démocratiques que combattre l'extrême-droite xénophobe et raciste.

Plus que jamais, l'égalité, la liberté, la solidarité seront au cœur de nos combats.

Vous pouvez compter sur moi pour continuer à porter la voix de l'humain d'abord. J'ai besoin de vous pour que les combats de la Gauche européenne sortent des enceintes du Parlement européen

Pétition en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !»

<http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

DEBAT SUR LE PROJET DE LOI RELATIF A LA REFORME FERROVIAIRE ET SES CONSEQUENCES SUR LE TRANSPORT REGIONAL

Intervention de François Jacquart Groupe Front de Gauche : Communistes, Parti de Gauche, Ensemble, et partenaires
ASSEMBLEE PLENIERE REGIONALE 19 & 20 JUIN 2014

Mr le président, Mme la vice-présidente, chers collègues

En résonance à notre attachement historique à la question ferroviaire, c'est en tant qu'élu du seul département de France à ne plus avoir de train voyageur, que me revient la parole au nom de notre groupe.

Je voudrais tout d'abord remercier le Président d'avoir permis, en acceptant notre proposition, que ce débat puisse se tenir aujourd'hui, en regrettant toutefois qu'il ne puisse pas déboucher sur une adresse au gouvernement.

Pour les élus communistes et FdG, ce débat sur la réforme ferroviaire et sur ses répercussions nationales et régionales est fondamental, au regard de nos compétences régionales. Il s'agit à notre sens non pas que d'une question technique où économique mais bien d'une vision de projet de société. En effet, à travers cette réforme, c'est la conception des services publics et de la politique des transports, de l'action de l'État et des collectivités qui est exposée.

La réforme du secteur ferroviaire en cours est décisive pour l'avenir du service public ferroviaire national. C'est pourquoi nous avons soutenu et continuons de soutenir l'action des cheminots qui a travers leur grève montre le même refus de la libéralisation du Transport.

En effet, il apparaît que la réforme ferroviaire proposée par le gouvernement et le 4ième paquet ferroviaire impulsé par l'Union Européenne répondent au même objectif : créer les conditions de l'ouverture à la concurrence et de la libéralisation de l'ensemble des activités ferroviaires afin, je cite le commissaire européen Siim Kallas d'« achever l'espace ferroviaire unique européen pour stimuler la compétitivité et la croissance européenne ».

L'objectif est clairement affiché. Il est partagé par la droite, et malheureusement par le gouvernement Valls.

A cela s'ajoute la pression, toujours croissante, sur les finances publiques, le plan de rigueur budgétaire d'une brutalité encore jamais atteinte, annoncé par le Premier ministre n'en est que la dernière, et dramatique, illustration. La politique de réduction de la dépense publique de l'État obère gravement sa capacité d'investissement.

Par ailleurs, le poids de la dette de RFF –qui dépasse les 30 milliards d'Euros- empêche celle-ci de remplir correctement sa mission. Non seulement elle est dans l'incapacité de financer des projets d'investissement ambitieux et nécessaire, mais du retard est pris dans l'entretien du réseau existant qui ne cesse de se dégrader. L'augmentation des péages ne fait que décaler le problème sur la SNCF, déjà grevée de sa propre dette de 7,3 milliards d'€.

Or cette dette résulte en grande partie des investissements pour le réseau des Lignes à Grande Vitesse (LGV). Il s'agit en réalité d'une dette qui incombe à l'État ; j'y reviendrai.

Tout cela prépare un désengagement massif de l'État, autant au niveau de l'actionnariat –le gouvernement Ayrault annonçait le 5 mai 2013 la volonté de l'État de réduire sa participation dans le capital d'un « certain nombre d'entreprises publiques »- mais aussi de ses dotations directes et indirectes (train d'équilibre territorial – investissements lourds etc...)

Le transfert toujours croissant de prérogatives aux Régions, dans le cadre des TER, en est une illustration. J'y reviendrai également.

L'ensemble de tous ses facteurs conduiront à l'éclatement du réseau et du système ferroviaire national, sous le double coup de la libéralisation et de la régionalisation.

Alors que l'objectif affiché de la réforme française est de renforcer le poids du ferroviaire dans les politiques de transport, d'affirmer sa dimension d'intérêt général par la création –

ou plutôt la re-création- d'un opérateur public unique du rail, la libéralisation annoncé du transport de voyageurs par le 4ième paquet ferroviaire risque de mettre à mal l'existence même de ce service public et de ses conditions de réalisation.

Car force est de constater que les expériences liées à la mise en œuvre des précédents paquets ferroviaires au sein des pays membres de l'Union Européenne démontrent clairement que les notions de service public et de concurrence sont antinomiques.

Cela vaut d'ailleurs pour l'ensemble des services publics et pas seulement le transport. L'Énergie, les télécommunications ou la Poste fournissent des exemples très parlants.

Nous pouvons objectivement considérer que dans les secteurs où la concurrence a été engagée l'offre ne s'est pas améliorée, tant sur le plan qualitatif que quantitatif. Bien au contraire, les conditions de concurrence, ont conduit l'ensemble des opérateurs à se focaliser uniquement sur les axes rentables, comme en témoigne l'abandon du fret ferroviaire de proximité. L'abandon du « wagon isolé » et le recentrage sur les axes à haute rentabilité a conduit le fret ferroviaire à passer de 55 milliards de tonnes/km en 2000 à 17 milliards de tonnes/km aujourd'hui, et cela malgré la présence de quelques 20 opérateurs différents.

Pourtant, l'accroissement de la part modale du rail (fret et voyageur) reste un objectif pertinent permettant de favoriser une plus grande mobilité, à un coût maîtrisé, ainsi qu'un apport décisif à la baisse des émissions de gaz à effet de serre et à la nécessaire transition énergétique.

Le réseau ferré participe également de manière structurante à l'aménagement du territoire, permettant de maintenir les équilibres entre les territoires, d'en désenclaver certains et de participer à la dynamisation de l'activité économique de l'ensemble des territoires du pays.

Malheureusement, la fameuse concurrence « libre et non-fauscée » a conduit, et conduira inévitablement, à une rétraction du réseau et à l'organisation d'un dumping social et environnemental en portant comme objectif unique la réduction des coûts de production de service. Cette politique se fait au détriment de la sécurité des infrastructures, des territoires, des personnels, des entreprises et des usagers.

A ce titre, force est de reconnaître que la garantie d'un statut, à la fois protecteur et imposant également des devoirs en terme de service public, à l'ensemble des salariés du ferroviaire, constitue un gage important conditionnant la réalisation d'un service public de qualité et d'un haut niveau de sécurité.

Fort de cette analyse, les élus communistes et du Front de Gauche, demandent donc, afin de renforcer la dimension « service public » du système ferroviaire français et d'en garantir l'égalité d'accès à l'ensemble des usagers, sur l'ensemble du territoire (ce qui est par ailleurs une obligation légale) :

Que la France instaure, et porte l'idée au niveau européen, d'un moratoire sur les 3 premiers paquets ferroviaires tant qu'un bilan exhaustif et objectif n'aura pas été réalisé sur les conséquences de la libéralisation en terme de service public, d'aménagement du territoire, d'évolution des trafics ainsi que sur les conditions sociales et environnementales.

Que l'État réaffirme le caractère de service public et d'aménagement du territoire du secteur ferroviaire.

De rendre à RFF et à la SNCF la capacité de remplir leurs missions, en procédant à la fusion de ses deux EPIC en une seule entreprise publique nationale intégrée, mais également en décloisonnant les activités au sein de la SNCF (transport voyageur-fret-maintenance-gares & connexions, etc.). De reconnaître que la dette de RFF relève de l'État au titre de la contribution du réseau ferré (et en l'occurrence des LGV) à l'aménagement du territoire.

De transférer conséquemment la dette à une structure extérieure, liée à l'agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF), alimentée par le budget de l'État, et notamment le versement transport, mais aussi en remettant en cause le régime de concession des autoroutes afin de les ramener dans le giron public.

De préserver l'emploi et le statut des cheminots, car les 1ers acteurs du service public sont ses agents. Il est impératif de limiter le recours à la sous-traitance, l'externalisation et l'intérim, qui fragilisent l'entreprise dans ses capacités productives, dégradent le niveau de sécurité pour les salariés comme les usagers et n'a pas fait la preuve de sa pertinence économique.

De garantir, dans le cadre de l'Acte III de la décentralisation relative à l'évolution des Régions et Départements, que la SNCF a vocation à rester une entreprise publique nationale intégrée, gestionnaire du réseau national des chemins de fer.

Du point de vue de l'action régionale, nous pouvons agir dès à présent, et dans le cadre de nos compétences.

En premier lieu, la participation de la Région Rhône-Alpes à « l'Association d'Études sur le Matériel Roulant » participe à notre avis de la logique de fragilisation de la SNCF. Cette association nous semble faire doublon, l'expertise dans ce domaine étant indéniablement du côté de l'entreprise nationale, avec laquelle nous devons travailler en bonne intelligence.

C'est à la SNCF et à RFF de défendre l'intérêt général et collectif dans l'acquisition du matériel roulant, et donc de représenter les intérêts des collectivités régionales auprès des constructeurs.

Je profite d'ailleurs de l'occasion pour rappeler au gouvernement l'impérieuse nécessité de s'opposer à la vente à la découpe de notre fleuron industriel en la matière, à savoir Alstom.

Une prise de participation de l'État dans cette entreprise stratégique serait de nature à renforcer le pôle public ferroviaire que nous appelons de nos vœux.

Le désengagement financier de RFF, du fait de sa dette colossale, notamment sur les « petites lignes », l'absence d'un contrat de plan « État-Région » financé, forcera la Région à se substituer au gestionnaire du réseau. La tentation sera grande pour les collectivités régionales de vouloir prendre l'ensemble en main, autrement dit, de régionaliser le transport voyageurs.

Certains groupes politiques, y compris de la majorité au parlement, semblent enclins à accepter cette évolution, d'autre en sont ouvertement partisans, à tel point qu'ils n'ont même pas voulu recevoir la délégation des cheminots en grève. Seul le groupe Communistes et Républicains les a reçus.

Nous nous opposons frontalement à la perspective du désossement de la SNCF. L'éclatement de cette dernière serait à nos yeux la fin du dernier grand Service Public de ce pays

Ainsi, dans le cadre des discussions autour du projet de loi relatif à l'évolution des Régions et Départements, nous souhaitons vivement que notre Région pèse de tout son poids afin de ne pas fragiliser les opérateurs ferroviaires publics et s'oppose à toute tentative de régionalisation du réseau ferré et/ou de ses opérateurs.

Plus encore, il appartient à la Région Rhône-Alpes de relancer les discussions avec RFF/SNCF pour enfin voir s'ouvrir et se réouvrir de nouvelles lignes. Je pense notamment au Lyon-Trévoux et bien sûr à la rive droite du Rhône pour le transport voyageur. Il y a urgence en la matière.

Enfin, cette réforme risque de rendre plus difficile les négociations sur la prochaine convention Région/SNCF. La qualité de Service risque d'en pâtir. C'est pourquoi nous demandons que les comités de lignes, dans lesquels participent activement les associations d'usagers et les organisations syndicales, s'emparent de la question de la réforme ferroviaire et puissent contribuer à se prononcer sur les solutions pérennes à apporter malgré le cadre budgétaire contraint.

Plus largement, nous avons besoin d'un véritable débat sur la réforme fiscale. Il est en effet impératif pour l'avenir du service public, et pour l'avenir du Pays que l'on sorte du dogme de l'austérité et que l'on aille chercher les recettes qui permettront un service public de qualité au service de tous. La question de l'extension du versement transport doit être une priorité.

Nous sommes persuadé qu'il y a une majorité à gauche pour porter des politiques progressistes et sociales, et pour les voter au parlement.

TER : plan d'actions « services aux voyageurs »

Intervention d' Antoine FATIGA, Groupe Front de Gauche : Communistes, Parti de Gauche, Ensemble, et partenaires ASSEMBLEE PLENIERE REGIONALE 19 & 20 JUIN 2014

Le groupe FdG se félicite de ce plan d'actions, il va répondre en partie aux demandes des usagers qui nous remontent par les comités de ligne, par la voix de leurs associations ou directement par les usagers, les cheminots ou par nous-mêmes car nous sommes nombreux à emprunter ce mode de transports.

Comme il est indiqué dans le rapport, le niveau de qualité de service n'est plus acceptable sur certains axes et horaires. Il appartient aux opérateurs ferroviaires de mettre en œuvre les moyens nécessaires comme cités dans le rapport.

Pour notre groupe, c'est en partie vrai mais chacun doit prendre ses responsabilités que cela soit l'État ou la Région en tant qu'autorité organisatrice.

Pour la SNCF, il est difficile de rendre un service de qualité quand les réductions d'effectifs se multiplient et que le trafic augmente. Cela entraîne l'absence de réserve de personnel, des fermetures de guichets, la déshumanisation des gares, etc.

Pour RFF, en l'absence de perspectives de travaux, contrat de plans et de projets, il va être difficile de rendre plus fiable l'exploitation de certaines lignes. La solution qui est trouvée est de rallonger les temps de parcours comme par exemple sur Lyon-Chambéry (+ 8mn). A noter que dans le même temps l'État et l'AREA trouvent plus de 110 Millions d'€uros pour le nœud autoroutier de Chambéry...

Pour le conseil régional, comment répondre favorablement aux demandes des usagers quand dans le même temps, l'État réduit de manière drastique, les dotations financières et ne veut pas prendre en compte de nouvelles recettes possibles comme le Versement Transport qui rapporterait à la région plus de 50 millions d'€uros.

Nous voyons bien ce rapport est aussi en lien avec le débat précédent sur la réforme du ferroviaire. Il faut à la fois réunifier le système et aussi redonner des capacités financières.

Le combat des cheminots est bien comme nous l'avons dit un combat pour un choix de société et une autre politique des transports.

Mais ne boudons pas notre plaisir de voter une délibération qui va améliorer les services aux usagers, que cela soit sur l'information des voyageurs en temps réel, sur le confort en gares, sur une tarification incitative, sur l'acquisition plus facile de titres de transports, sur la promotion à travers le Transport Régional de Voyageurs (TRV) de l'offre touristique, culturelle et sportive de Rhône-Alpes et sur la poursuite du développement des services TER+vélo.

Sur la partie tarification et plus particulièrement sur l'amendement pour la création d'une classe unique de confort et de tarification, nous soutenons cet amendement mais nous rappelons que pour éviter que des usagers, que l'on prévoit toujours plus nombreux dans un avenir proche, soient contraints d'effectuer tout ou partie de leur trajet dans des conditions de confort dégradées, la bonne solution est de mettre plus de trains de plus grande capacité sur des voies rénovées et des infrastructures modernisées...

Nous souhaitons quand même rappeler que sous l'autorité du contrôleur une tolérance de fait existe aujourd'hui même si peu connue. Cette règle a d'ailleurs été rappelée et confirmée par la directrice de région devant les commissaires de la commission transports ce jeudi 12 juin.

Cet amendement, va dans le bon sens et nous le voterons, c'est un premier pas vers une gratuité totale des transports.

Sur l'ensemble du rapport, nous aurions pu aller plus loin y compris en intégrant plus de km trains, plus d'aller retours ou d'arrêts sur certaines lignes, sur de la remise de personnel SNCF en gare, dans les guichets, etc.

Nous espérons que cela sera intégré dans le cadre du cahier des charges que nous ferons pour la nouvelle convention TER. Le groupe FdG y veillera.

Grève de la faim des prisonniers palestiniens: la France doit Sortir de son silence

Lundi 23 Juin 2014

250 prisonniers sont en grève de la faim depuis une cinquantaine de jours pour contester le système de la détention administrative qui permet de détenir une personne en Israël sans inculpation ni jugement pendant une période de 6 mois renouvelables. Michelle Demessine, Sénatrice PCF du Nord, écrit au ministre des Affaires Étrangères, pour que la France sorte de son silence pour dénoncer cette situation.

Monsieur le Ministre,

Je tiens à attirer votre attention sur la grève de la faim en cours des prisonniers palestiniens. Comme vous le savez, en Israël, la rétention administrative permet, en violation des droits de l'homme, de détenir une personne sans inculpation ni jugement pendant une période de 6 mois renouvelable.

Depuis 1967, ce sont ainsi près de 750 000 palestiniens qui ont été durant leur vie emprisonnés dans les prisons israéliennes, soit près de 20% de la population palestinienne des territoires occupés. On compte même aujourd'hui, sur 4743 Palestiniens détenus, 93 enfants dont 21 de moins de 16 ans.

Cette pratique généralisée de la détention administrative a amené plus de 250 prisonniers palestiniens à entamer, depuis maintenant plus d'une cinquantaine de jours, une grève de la faim qui a conduit 75 d'entre eux à être hospitalisés d'urgence.

Alors que les conditions de détention de prisonniers palestiniens sont déjà particulièrement scandaleuses, la réponse apportée par la Knesset à cette grève de la faim est des plus inquiétantes. Elle vient, en effet, d'autoriser l'alimentation forcée des grévistes de la faim ce qui peut être assimilé à un véritable acte de torture.

Monsieur le Ministre, la décision de la France de se prononcer, en novembre 2012, en faveur de la reconnaissance de la Palestine au titre de membre observateur à l'ONU, fut un acte fort de la diplomatie française de même que la condamnation répétée de la poursuite de la colonisation des territoires palestiniens.

Une avancée sur le chemin de la paix entre les peuples palestiniens et israéliens passe, à mon sens, à présent irrémédiablement par le règlement de la question centrale des prisonniers palestiniens. C'est, en tout cas, la conviction qui est la mienne, après m'être rendue en Palestine du 1^{er} au 7 mars avec une délégation du groupe d'amitié parlementaire France-Palestine dont je suis la vice-présidente, voyage au cours duquel j'ai eu l'opportunité de rencontrer la femme de Marwan Barghouti, le digne héritier politique de Yasser Arafat aujourd'hui emprisonné.

Je m'en remets donc à votre haute autorité pour que la France sorte de son silence pour condamner la pratique de la détention administrative en Israël et mette en garde les autorités israéliennes sur les conséquences humaines et politiques de la dégradation de la santé des prisonniers palestiniens en grève de la faim.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma haute considération.

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.



Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>